

[print](#)

La Chine demeure très prudente après le coup d'État pro-américain en Ukraine

De [James Cogan](#)

Global Research, mars 08, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-chine-demeure-tres-prudente-apres-le-coup-detat-pro-america-in-en-ukraine/5372479>

La réaction de la Chine au coup d'État en Ukraine, soutenu par les États-Unis et l'Union européenne, et à l'intervention subséquente de la Russie pour maintenir le contrôle sur la Crimée, est suivie attentivement par les dirigeants politiques et analystes à travers le monde. Tout appui ouvert de Beijing pour les actions de Moscou viendrait accroître de façon dramatique les tensions mondiales qui existent actuellement.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement chinois a tenté de maintenir une certaine neutralité diplomatique, refusant de condamner le coup d'État pro-Occident ou la réaction de la Russie. Lors d'une conférence de presse tenue à Beijing dimanche, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Chine, Qin Gang, a soutenu que «la position de longue date de la Chine est de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres» et a dit appuyer «l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale» de l'Ukraine, sans mentionner par qui la Chine pensait que celles-ci avaient été violées. Durant une conférence de presse le jour suivant, Gang a refusé d'exprimer un appui pour les actions de la Russie, mais il a aussi refusé de déclarer si la Chine reconnaissait la légitimité du gouvernement résultant du coup d'État à Kiev ou de condamner l'incursion de la Russie en Crimée.

En Russie, le gouvernement Poutine et les médias qui y sont loyaux ont présenté la position de la Chine comme un appui pour Moscou. Le ministère des Affaires étrangères de la Russie a déclaré lundi que Moscou et Beijing «ont des positions qui se rejoignent largement... en ce qui concerne la situation en Ukraine et autour». Par contraste, aux États-Unis, le *Wall Street Journal* a mis l'accent sur les «remarques évasives» du gouvernement chinois.

La Chine a poursuivi ses manoeuvres mardi au Conseil de sécurité de l'ONU. Tandis que des représentants des États-Unis et de l'Europe dénonçaient de manière belliqueuse la Russie en menaçant de répliquer, l'ambassadeur de la Chine Liu Jieyi a repris la déclaration d'appui de la Chine pour «le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays» et de «respect pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine».

D'immenses intérêts stratégiques et économiques chinois sont menacés par les développements en Ukraine. Durant plus de quinze ans, Beijing développe des liens économiques et militaires avec la Russie à travers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), conçu au départ pour contrer les interventions des États-Unis en Asie centrale. En plus de la Russie, l'OCS regroupe les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale que sont le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et a permis à la Chine d'avoir accès à des voies terrestres de transport de l'énergie et des matières premières, indépendamment des voies maritimes au Moyen-Orient et en Afrique qui sont sous contrôle américain.

Dans les dernières années, la Chine a prolongé son accès vers les ressources de

l'Eurasie encore plus vers l'ouest. Elle tente surtout de s'assurer un approvisionnement de produits agricoles de l'Ukraine pour réduire sa dépendance aux États-Unis et à ses proches alliés comme l'Australie. En 2012, la Banque de Chine d'import-export a accordé un prêt de 3 milliards de dollars à l'Ukraine pour le développement de l'agriculture qui doit être remboursé par des exportations de maïs plutôt qu'en argent. En juin 2013, une grande société d'État chinoise a signé un contrat de 2,6 milliards de dollars pour la location d'environ 3 millions d'hectares de terres agricoles ukrainiennes pour une durée de 50 ans. Il s'agit du plus gros contrat de ce genre à l'étranger pour une entreprise chinoise. Les produits agricoles résultant de ce contrat doivent être vendus à prix fixe aux acheteurs chinois. Les 100.000 premiers hectares de terres, dans la région centrale de Dnipropetrovsk, sont déjà cultivés.

Au même moment, la Chine achète des quantités importantes d'armes à l'Ukraine, y compris son premier porte-avions, le Lianing, qui est maintenant en fonction.

Les relations économiques entre l'Ukraine et la Chine semblaient vouloir se développer considérablement après l'annonce du gouvernement Ianoukovitch le 21 novembre dernier qu'il n'allait pas accepter la proposition d'«accord d'association» avec l'Union européenne et qu'il allait plutôt collaborer davantage avec la Russie.

Du 3 au 6 décembre, pendant que des organisations de droite et fascistes multipliaient les manifestations pro-États-Unis, pro-UE et anti-gouvernement à Kiev, Ianoukovitch se rendait à Beijing pour conclure plus d'une vingtaine d'accords correspondant à des investissements de dizaines de milliards de dollars de la Chine en Ukraine.

Dès 2015, il était prévu que les banques d'État chinoises prêtent plus de 15 milliards \$ pour de la construction résidentielle. Quelque 13 milliards de dollars devaient être investis dans la construction d'un port en eau profonde, d'installations d'exportation de grain et d'un parc industriel en Crimée. La Banque nationale d'Ukraine devait recevoir 5 milliards de dollars en renminbis chinois pour que les échanges commerciaux puissent s'effectuer directement en monnaie de la Chine. La construction d'une raffinerie de gaz et d'autres investissements en agriculture étaient aussi prévus. En échange, l'Ukraine s'est engagée à travailler avec les entreprises de construction de la Chine, à utiliser son équipement et ses matériaux, et à augmenter considérablement ses exportations de produits agricoles vers la Chine.

Les ententes signées avec la Chine auraient été un facteur dans les décisions prises par l'administration Obama et ses alliés européens d'augmenter l'appui aux milices en Ukraine qui tentaient de renverser le gouvernement de Ianoukovitch.

La stratégie des États-Unis depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991 a été d'exercer leur domination sur le vaste territoire eurasiatique. Ce programme a été mis de l'avant à travers une série de guerres, de guerres par forces interposées et d'interventions, notamment en Irak (1991), dans les Balkans (1994-96), en Serbie (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Ukraine (la «Révolution orange» de 2004) et dans la crise en Géorgie (2008), ainsi qu'à travers des campagnes belliqueuses contre la Corée du Nord et l'Iran.

Comme les États-Unis visent à affaiblir la Russie, ils cherchent activement à mettre en place un gouvernement ukrainien qui s'orienterait davantage vers l'Union européenne et qui pourrait possiblement joindre les rangs de l'OTAN.

En Asie, l'administration Obama tente ouvertement de miner les intérêts de la Chine à travers la région. Elle a encouragé les Philippines et le Japon à revendiquer des territoires contestés dans les mers de Chine méridionale et

orientale, au point que la possibilité d'une guerre entre le Japon et la Chine est ouvertement discutée des deux côtés. Dans leur «pivot» vers l'Asie, les États-Unis concentrent 60 pour cent de leurs forces navales et aériennes en Asie, renforcent leurs alliances militaires avec le Japon et l'Australie et leurs relations avec l'Inde en préparation d'une guerre totale.

Tous les dilemmes que l'élite dirigeante chinoise confronte sont mis en évidence par la crise en Ukraine. Ses intérêts et ambitions sont freinés par l'impérialisme américain en tout point du globe.

Le régime chinois s'est historiquement opposé à la partition d'États-nations, car il craint que le séparatisme puisse être attisé par les États-Unis parmi ses propres minorités ethniques pour provoquer des troubles internes ou même arracher de vastes territoires à la Chine. Le gouvernement affirme au cœur de sa politique étrangère que, malgré ce qu'en pense la population de Taïwan, cette île est une partie inséparable de la Chine qui doit être réunie avec le continent.

Beijing est très conscient que s'il appuie d'une quelconque façon des référendums de séparation en Crimée ou dans d'autres régions d'Ukraine sous contrôle russe, cela apporterait de l'eau au moulin de ceux qui voudraient voir un vote pour l'indépendance sur l'île de Taïwan, au Tibet, dans la province occidentale du Xinjiang ou même à Hong Kong. Cela ferait aussi assurément en sorte que le nouveau régime en place à Kiev laisserait tomber tous les accords conclus entre la Chine et lanoukovitch il y a seulement trois mois (bien que cette issue pourrait bien survenir de toute façon, si Washington et l'UE en décident ainsi).

Au même moment, l'attitude agressive des États-Unis en Asie rend l'élite dirigeante chinoise encore plus dépendante de la Russie, son seul allié potentiel et fournisseur d'énergie et de matières premières advenant un conflit. Les dirigeants chinois font face à une campagne conjointe des États-Unis et de l'UE qui vise non seulement à installer un régime fantoche à Kiev, mais aussi à isoler, affaiblir et finalement entraîner la chute du régime Poutine et réduire la Russie à un état semi-colonial. La Chine, ils le savent bien, serait la prochaine sur la liste.

Les pressions téméraires exercées sans relâche et sans pitié par l'impérialisme américain et ses alliés contre les élites dirigeantes de plus en plus désespérées de la Russie et de la Chine créent une situation dangereuse dans laquelle des confrontations militaires pourraient s'intensifier jusqu'à provoquer une guerre nucléaire. C'est une menace directe à la vie de centaines de millions de travailleurs et de jeunes à travers le monde et à laquelle il faut réagir par le développement d'un mouvement antiguerre international.

James Cogan

Article original, [WSWS](#), paru le 5 mars 2014

Copyright © 2014 Global Research